



**MARCHE PUBLIC PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE  
(Articles R2111-1 et R2111-2 du code de la commande publique)  
MAPA SIMPLIFIE POUR MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**A - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne la réalisation des prestations suivantes :  
Evaluation ESSMS Résidence autonomie Barbara

Décomposition en lots: Sans objet

Durée du marché : 6 mois

Lieu d'exécution de la prestation : 13 rue de Vauquois - 41000 BLOIS

**B- CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

Délai de validité des offres : Le présent engagement ne vaut que si le marché est attribué par l'autorité compétente dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les variantes libres sont interdites.

**C - OBJET DU MARCHE**

- Désignation : Evaluation ESSMS Résidence autonomie Barbara

**D - CO-CONTRACTANTS**

D'une part,

Le CIAS du Blaisois, désignée ci-après « Pouvoir Adjudicateur », dont le siège social est  
4 rue des Cordeliers - 41000 Blois - ☎ 02 54 57 41 20

Représenté par son Président en exercice ou son représentant dûment habilité,

Et d'autre part

La société :

Raison sociale :

Siège Social :

Numéro de SIRET :

Inscrite au Registre de Commerce de :

Sous le numéro :

Représentée par :

dûment habilité.

Le candidat se présente seul / en groupement d'entreprises [ conjoint / solidaire]

*(joindre les habilitations du mandataire formulaire DC1 du MINEFI ou équivalent et le tableau de répartition des paiements le cas échéant : annexe n°1 en dernière page)*

Compte ouvert au nom de :

- à la banque :

- Code Banque :

- Code Guichet :

- N° du compte :

- Clé

**OU**

- RIB Ci-joint.

## **E - CONDITIONS PARTICULIERES DU MARCHÉ**

### **1 - Définition du besoin / conditions particulières du marché :**

voir Cahier des charges

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Prix du marché : Le marché est à prix forfaitaire.

Actualisation des prix : Les modalités d'actualisation des prix sont fixées aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAP-PI. Le taux de TVA applicable sera celui en vigueur au moment de la facturation.

Versement d'une avance : Le présent MAPA simplifié ne prévoit pas le versement d'une avance.

Interlocuteur dans le cadre de l'exécution du marché : Anne-Lise Delalandre

Délai d'exécution du marché : 6 mois à compter de la notification du marché.

### **2 - Liste des pièces contractuelles** : par dérogation à l'article 4-1 du CCAG PI

- Le présent MAPA simplifié
- Le Cahier des clauses particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles

### **3 - Sous traitance des prestations**

S'il souhaite sous-traiter une partie de ses prestations, le titulaire présentera à la personne publique, avant toute intervention du sous-traitant, une demande d'agrément de son sous-traitant et d'acceptation de ses conditions de paiement en utilisant le formulaire DC4 dans sa dernière version téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Ce formulaire précisera :

- La nature des prestations sous traitées
- Le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le contrat de sous traitance
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant

Le titulaire établira dans ce cas qu'aucune cession ou nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant. Il produira pour cela l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité délivré, ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

### **4 - Livraison**

Dans les conditions de l'article 21 du CCAG PI.

### **5 - Arrêt de l'exécution des prestations**

Le présent marché prévoit le recours à l'article 22 du CCAG PI. Il prévoit la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de prendre la décision de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que le marché identifie clairement les parties techniques et leurs montants. Cette décision peut être prise soit à l'initiative du pouvoir adjudicateur, soit à la demande du titulaire. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

## **6 - Pénalités de retard :**

Les pénalités prévues à l'article 14 du CCAG PI s'appliquent en cas de non respect de la date de remise du pré-rapport et du rapport final d'évaluation.

## **7- Admission des prestations - Garantie**

Il ne sera pas fait application des articles 29 à 31 du chapitre 5 du CCAG PI.

## **8 - Utilisation des résultats - Droit de Propriété intellectuelle**

Dans les conditions des articles 32 à 35 du CCAG PI, et dans le respect des prescriptions du CCP, notamment ses articles 3.6 conditions d'accès à l'information et aux documents, 3.8 rapport d'évaluation et 4.3 confidentialité.

Le pouvoir adjudicateur lui accorde le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir faire.

## **9 - Différents et litiges :**

Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie - 45057 Orléans cedex.

## **F- REALISATION DES PRESTATIONS - DISPOSITIONS GENERALES**

1. Les prestations seront réalisées sur le périmètre du territoire de la Résidence autonomie Barbara.
2. Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent à l'objet du présent marché. Il doit obligatoirement y intégrer pendant toute la durée du marché toutes nouvelles dispositions législatives ou réglementaires, publiées ou d'application prévisible, ayant une incidence directe ou indirecte dans la réalisation de ces prestations. Il sera tenu d'informer la personne publique des incidences de ces modifications dans un délai raisonnable à compter de leur date d'application.
3. Le titulaire est réputé avoir estimé toutes les difficultés inhérentes à l'objet du marché, et avoir effectué toutes les recherches qu'il a jugées utiles pour pouvoir réaliser ses prestations.
4. Toutes les pièces fournies par le candidat sont rédigées en langue française. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
5. Les offres sont chiffrées en euros €.

## **G- REGLEMENT DES COMPTES**

1. Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.
2. Le délai maximum de paiement est fixé à 30 jours à compter du point de départ du délai défini à l'article 2 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.
3. Le taux des intérêts moratoires, applicable en cas de retard de paiement, est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.
4. Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

## **H - CESSION DE CREANCE - NANTISSEMENT**

1. La personne habilitée à donner les renseignements sur le présent marché est Monsieur le président du CIAS ou son représentant.
2. Le comptable assignataire est Trésorier Principal du secrétariat général commun de Romorantin-Lanthenay, 12, mail de l'Hôtel Dieu - 41 206 ROMORANTIN-LANTHENAY

## **I - ASSURANCES**

Dans les conditions de l'article 9 du CCAG PI.

Le non-respect de cette obligation expose l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, à une pénalité de 100 € TTC par jour de retard. Le montant de cette pénalité n'est pas plafonné.

## J - PIECES A PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE

1 L'attributaire du marché (le candidat unique ou chaque co-traitant ou sous-traitant agréé), s'engage à produire dès 5 000 €, à la conclusion du marché, et tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

2. La non-production de ces pièces par l'attributaire induit le rejet de son offre ou la résiliation du contrat. Le marché dans ce cas est attribué au candidat arrivant immédiatement après dans l'ordre du classement.

## K - DISPOSITIONS FINANCIERES DU MARCHE

Les demandes de paiement sont établies en un original et deux copies précisant :

- 1) les nom et adresse du créancier ;
- 2) le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au C - Co-contractants ;
- 3) l'objet, la date et le N° du marché ;
- 4) le montant unitaire H.T. et la quantité exécutée ;
- 5) le montant hors TVA de la prestation exécutée ;
- 6) le taux et le montant de la TVA ;
- 7) le montant total des prestations exécutées.

La demande de paiement est adressée sur Chorus avec le numéro SIRET : 26415549000131

Les prestations sont rémunérées par un prix forfaitaire global figurant dans le devis en annexe.

### MONTANT DU MARCHE

	Montant en € HT	Montant TVA au taux de ... %	Montant en € TTC
TRANCHE FERME			

Dérogations au CCAG PI :  
E1 déroge au 13 (1)  
E2 déroge au 4.1  
E7 déroge aux 26 à 28

## DECLARATIONS/ ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR

Par sa signature du présent Marché simplifié, le candidat individuel ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur,

### a) *Condamnation définitive* :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

### b) *Lutte contre le travail illégal* :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) *Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés* : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

<sup>(1)</sup>Dérogation si choix de début du marché par O.S.

- d) **Liquidation judiciaire** : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) **Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- f) **Situation fiscale et sociale** : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- g) **Marchés de défense et de sécurité** :
- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
  - avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;
- h) **Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** :
- Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;
- i) Que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.

### Capacités.

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, déclarent présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public.

### SIGNATURES

Signature et cachet du représentant habilité à engager la personne publique	Nom, signature et cachet du représentant habilité à engager l'entreprise [joindre le pouvoir le cas échéant]
A Blois, le	A Blois, le

### NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE (DATE D'EFFET DU CONTRAT)

- date d'accusé réception de l'envoi dématérialisé par l'intermédiaire du profil d'acheteur

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

**Le cas échéant, par exception**

**En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent contrat »

A .....

Le .....

**Signature**

**En cas d'envoi en LR AR :**

Coller ci-dessous l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat)

## ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Montant TVA (au taux de ... %)	Montant TTC
<b>Co-traitant 1 (mandataire) :</b> Dénomination sociale :  SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire :  Adresse :				
<b>Co-traitant 2 :</b> Dénomination sociale :  SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire :  Adresse :				
<b>Co-traitant 3 :</b> Dénomination sociale :  SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire :  Adresse :				
<b>TOTAUX :</b>				